

## L'indispensable soutien des responsables politiques

**Vendredi 2 février 2018- N°198**



*par Hubert Tassin – Président des P.P.*

**D**imanche dernier, pas moins de trois membres du gouvernement ont assisté au Prix d'Amérique. Les dirigeants du Trot accueillent fréquemment les élus nationaux et territoriaux à Vincennes, profitant de leurs grands événements mais aussi des nocturnes plus propices pour recevoir en s'intégrant dans des agendas toujours chargés pour un ministre ou un parlementaire.

Cette stratégie n'a rien d'anecdotique. Elle relève d'une démarche de lobbying fondamentale tant les filières ont de sujets de négociation importants à mener avec l'administration et les ministres, nécessitant un fort besoin de soutien de la part des élus quel que soit leur niveau.

### Au niveau national

On ne saurait évidemment limiter l'apport de la venue d'un ministre aux courses à sa seule présence sur le podium pour la remise des prix. Le ministre a, en général, fait préparer une note par ses services sur les différents dossiers en cours et il sait ainsi quels sont les points à traiter.

Cela lui permet –même avec une mesure toute politique– de prendre des positions sur lesquelles l'Institution pourra utilement s'appuyer par la suite. Ainsi, la presse n'a pas manqué de souligner que Stéphane Travert, le ministre de l'Agriculture, s'était déclaré favorable à un retour de la TVA sur les activités hippiques à un taux réduit. Certes, la déclaration a été très prudente. Certes, le ministre de l'Agriculture n'est pas le premier décideur sur ce point. Mais une déclaration d'un membre du gouvernement n'est pas chose anodine. A nous maintenant de poursuivre nos actions en nous appuyant sur ces propos.

Ça serait une erreur de penser que les ministères restent indifférents à nos dossiers. J'ai pu le mesurer lorsque je suis allé plaider notre cause avec nos collègues « Entraîneurs Propriétaires » dans les ministères, à l'Agriculture et au Budget, lors du difficile débat sur l'évolution des allocations. Souvenons-nous aussi de la réaction du précédent gouvernement lorsqu'une délégation des « Jeunes Professionnels » conduite par Thibault Lamare fut reçue à Bercy à l'issue d'une mobilisation sans précédent. Dans de tels rendez-vous, les services ne peuvent évidemment pas ignorer les positions publiques de leurs ministres. De fait, ce sont eux qui les préparent, qui ont la connaissance et l'information, pour peu que le dialogue soit ouvert entre eux et les acteurs des filières, en leur permettant de bien apprécier les enjeux. Les déclarations de dimanche dernier, même mesurées, du ministre de l'Agriculture sont déjà un élément positif sur lequel il faudra s'appuyer lors des prochains rendez-vous et des négociations à venir.

29 rue Claude Terrasse 75016 Paris

Tél. 01 46 21 80 82 • Fax 01 46 21 80 85 • [associationpp@yahoo.fr](mailto:associationpp@yahoo.fr) • [www.lespp.fr](http://www.lespp.fr)

## Le maillage territorial, base de notre action politique

Dans son discours de dimanche à Vincennes, le ministre a souligné l'importance du maillage territorial que représentent nos hippodromes. Il en a même cité le nombre et leur rôle d'aménagement et d'animation des territoires. Je ne peux que relever cette position que je défendrai inlassablement : chaque hippodrome, quelle que soit sa taille, est une pièce du dispositif de conquête des courses, allant jusqu'aux décideurs publics. Au détour d'une invitation sur un hippodrome on rencontre souvent des interlocuteurs politiques majeurs.

A Pompadour, j'ai vu Jacques Chirac comme François Hollande. Le ministre de l'Agriculture est un élu de la Manche, et il a cité les champs de courses du Cotentin. A Vincennes, j'ai eu plusieurs fois l'occasion de dîner avec des députés, des sénateurs qui connaissaient les courses à travers les hippodromes de leur département. Cette semaine, le Préfet des Pyrénées Atlantiques s'est rendu à deux reprises aux courses sur l'hippodrome de Pau, Sans doute peut-on nous dresser une liste des élus et des hauts fonctionnaires qui connaissent les courses et l'élevage : elle serait beaucoup plus longue que beaucoup ne l'imaginent. Je le redis, ceux qui plaident pour une disparition des hippodromes de province ont une vue bien courte !

Le Sénat dispose d'un groupe « Cheval » présidé avec détermination par Anne-Catherine Loisier, qui connaît son sujet et nos préoccupations. Je m'inquiète qu'à l'Assemblée le groupe autrefois animé par Jacques Myard et dont la présidence revient à un parlementaire de *La République en Marche* ne se soit pas encore remis en route. Il faut insister pour que ce soit rapidement le cas et je prendrai prochainement des initiatives dans cette direction.

Dans mes fonctions de co-président de la Commission des Régions de France Galop, je reçois régulièrement des présidents de sociétés de courses de province qui viennent sur les hippodromes parisiens avec le maire, le conseiller général, le député de leur circonscription. C'est un moyen d'élargir le spectre des interlocuteurs et de faire passer les messages à tous les étages.

## Une responsabilité collective

Pour que notre maillage territorial exceptionnel et encore salué dimanche par le ministre soit efficace il faut que chacun, à son niveau, apporte sa pierre et son réseau à l'édifice. Chaque animateur d'hippodrome en région, chaque responsable d'une entreprise d'élevage ou d'entraînement, est le meilleur diffuseur de nos dossiers auprès de « ses » élus. En politique comme dans les courses, l'organisation est pyramidale : les parlementaires sont attentifs à certains sujets parce qu'ils sont sensibilisés par les maires, les conseillers départementaux de leur circonscription. Les ministres sont d'autant plus attentifs à nos demandes qu'elles sont appuyées par les députés et sénateurs, et souvent instruites par les préfets.

Paris n'est qu'un maillon, important, de la chaîne. L'ouverture de Longchamp doit être un moyen de donner un coup de projecteur sur les courses auprès des responsables politiques. Mais chaque Grand Prix, chaque événement en région doit être l'occasion de marteler notre profond besoin d'un partenariat solide et durable avec nos décideurs politiques. Le modèle français des courses est l'économie mixte. C'est la volonté politique qui détermine sa dynamique.

*Si vous ne recevez pas ce bulletin hebdomadaire par mail, il suffit de vous inscrire en nous adressant un courriel à [associationpp@yahoo.fr](mailto:associationpp@yahoo.fr).*